



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

*Compte rendu du groupe de travail n°2*

---

**Citer ce document / Cite this document :**

*Compte rendu du groupe de travail n°2.* In: Économie rurale. N°136, 1980. pp. 53-56;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1980\\_num\\_136\\_1\\_4275](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_136_1_4275)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## COMPTE RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL N° 2 (\*)

Les deux dernières communications de J. BROSSIER et J. VINCENT ne sont pas résumées ici puisqu'elles ont été reprises dans ce numéro d'« Economie Rurale ». A leur propos, la discussion fut assez passionnée, notamment sur les points suivants :

La programmation linéaire est-elle un outil de décision ? Son emploi peut-il favoriser un travail de groupe développant l'autonomie des participants ? L'analyse de la situation des exploitations agricoles est-elle assez large pour inclure des décisifs aspects institutionnels et politiques ? Plusieurs participants ont insisté sur l'intérêt du travail avec des groupes d'agriculteurs, en particulier en zone pauvre ou s'il s'agit de groupes contestataires.

Nous résumons ci-dessous les autres communications.

1 – La formation économique en classe de TS-TAGE (Techniciens Supérieurs. Option Techniques Agricoles et Gestion de l'Entreprise). Exposé de B. PATOUREAUX, de l'INPSA d'après une note de 20 p. de C. CHALLEAT et H. DEVAUX (Lycée agricole de Roanne, Loire) et de R. FERRON et B. PATOUREAUX (1) (Lycée Agricole de Château-Salins, Moselle).

Mise en place par un arrêté du Ministère de l'Agriculture de 1961, cette formation de technicien supérieur agricole en deux ans a un objectif professionnel : former des agriculteurs et des conseillers agricoles de synthèse. Cet objectif se retrouve dans le programme diversifié et pluridisciplinaire, dans le public touché (80-90 % de fils d'agriculteurs à Château-Salins dont au moins les deux tiers deviennent agriculteurs) et par la pratique des formateurs (cf. ci-dessous).

Les hypothèses pédagogiques des quatre auteurs (le programme officiel est muet à ce sujet) sont notamment que le futur technicien aura des décisions à prendre dans le cadre et à propos de son exploitation et de sa petite région. Les enseignants visent donc à développer la capacité de compréhension de la réalité économique au niveau de l'exploitation agricole et de son environnement et à accroître la capacité d'autonomie des étudiants.

La formation s'appuie donc surtout sur des études de situations concrètes professionnelles réalisées par les élèves encadrés par les enseignants qui jouent surtout un rôle d'animateurs. Par cette approche, il est aussi possible de tenir compte des importants rapports existant dans chaque cas réel entre la famille et l'exploitation agricole.

Voir les exemples des activités pédagogiques de l'enseignement de gestion et d'économie (9 h par semaine) à Château-Salins : étude d'une petite région

agricole par enquêtes. Première approche des méthodes de décisions : budget partiel sur investissement en drainage. Etude prévisionnelle sur la croissance d'un troupeau laitier. La reconversion lait-viande au moyen d'un programme-planning. Préparation d'un plan de développement d'une exploitation agricole.

A Château-Salins, l'économie du secteur agro-alimentaire (sujet qui ne forme pas un thème structuré dans le programme officiel) a été étudié à propos du problème de la reconversion « lait-viande », ceci par enquêtes auprès d'exploitations concernées, par étude de dossiers sur les questions de politique agricole ainsi soulevées et par l'étude des dossiers concernés (enquêtes). A côté de discussion en groupe, les enseignants font des exposés.

Dans le cours d'Economie Générale, les enseignants font des cours et la seule originalité (à Roanne) a été de reconstruire le programme officiel exprimé en concepts économiques (production, consommation...), autour de thèmes plus concrets : emploi, revenus, inflation...

La discussion souligne, entre autres, que l'autonomie des enseignants semble assez grande dans les deux lycées en question. En effet au niveau national, ce sont les enseignants en TS-TAGE qui proposent les sujets d'examens et sont responsables de la correction des épreuves.

2. Témoignage de formateurs en économie dans les stages 200 heures – Exposé et note de 5 pages par C. et H. LECŒUR du Lycée Agricole d'Yvetot, Seine-Maritime.

Ces stages de 200 heures qui ont démarré en 1975 au Centre de Formation Professionnel Agricole d'Yvetot, sont destinés à des jeunes agriculteurs ou aides familiaux n'ayant pas de diplôme agricole et qui obtiennent ainsi la « capacité professionnelle » (donnant droit à des aides de l'Etat).

De fait, les deux tiers des stagiaires ont entre 17 et 24 ans ; 57 % sont des aides familiaux (notamment les femmes) ; 30 % n'ont pas de formation agricole, 35 % ont le niveau du Brevet d'Aptitude Agricole et 10 % celui du Baccalauréat (en général non agricole).

Au départ, le programme, qui avait été décidé par un compromis entre les différentes organisations professionnelles du département, ne comportait ni coordination, ni progression : c'était « un saucissonnage » des domaines techniques et économiques concernant l'exploitation avec plus de la moitié pour la gestion et l'économie. L'animation d'ensemble du stage relève du CDJA et d'un enseignant du CFPA d'Yvetot. Les intervenants sont des techniciens des organisations professionnelles en particulier du Centre de Gestion.

Les méthodes d'enseignement employées au début en économie et gestion (jeu d'entreprise « Zaot » et montage « de la TVA à la Gestion » de l'IGER) semblaient assez artificielles (sauf les budgets partiels) aux stagiaires qui faisaient difficilement le lien avec leur propre exploitation et surtout qui restaient entièrement dépendants du centre de Gestion pour leur comptabilité.

Depuis quelques années, l'objectif est de rendre les stagiaires plus autonomes par rapport au Centre de Gestion, en les rendant capables de tenir eux-mêmes et de comprendre leur comptabilité. Ils y arrivent avec un enseignement de comptabilité gestion qui s'appuie sur le cas de leur propre exploitation : ils en font un inventaire de début et ils en enregistrent les factures sur un carnet d'exploitation pendant un an, si ce n'est pas déjà fait. A l'issue de la formation, les stagiaires peuvent parvenir eux-mêmes aux résultats et on constate que les contacts avec le conseiller de gestion de leur exploitation en sont améliorés.

Pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles (2 journées) les méthodes d'enseignement ont évolué chaque année : au début, étude plutôt théorique des marchés agricoles et visite d'un organisme de commercialisation. Maintenant les stagiaires préparent en groupes les questions qu'ils se posent sur la vente de leurs produits et ils vont ensuite enquêter les responsables d'organismes pouvant leur répondre. Il apparaît que ces enquêtes constituent un progrès important dans leur formation.

La discussion prolongée permet notamment de souligner que la formation à la décision doit aborder les décisions collectives et intégrer les facteurs d'environnement influant sur les décisions, c'est-à-dire aborder les conflits sociaux et le rôle des firmes capitalistes d'amont ou d'aval. Ceci veut aussi dire que la formation ne doit pas séparer « gestion » et « économie générale ».

### 3. L'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION EN CLASSE DE BTAO. Brevet de technicien Agricole Option des chefs d'exploitation agricole – M. CHEMINAUD. Lycée Agricole de la Côte Saint-André, Isère.

Jusqu'en 1975, la formation en gestion pour cette option portait surtout sur une formation comptable (les 2/3 du temps) qui ne tenait que peu compte des particularités du métier d'exploitant agricole familial, futur métier des élèves concernés.

Depuis 1976, en liaison avec l'INRAP de Dijon, des objectifs de formation adaptés à de futurs chefs d'exploitation ont été définis : « leur donner les moyens de résoudre eux-mêmes ou avec d'autres, leurs propres problèmes, d'assurer leur propre formation permanente, et de s'adapter à un environnement économique en perpétuelle mutation ». Ceci suppose de développer trois types d'aptitudes : celle à se situer, celle à décider, et celle à mettre en œuvre.

Aussi le fil conducteur de la formation n'est plus l'apprentissage de la comptabilité mais la démarche de la décision, et la formation est basée sur des études de cas, permettant de s'appuyer sur le concret avec toute sa complexité.

Depuis deux ans, la progression suivie au Lycée de la Côte Saint-André est la suivante :

- une étude de milieu pour la connaissance de l'influence de l'environnement socio-économique et naturel ;

- grâce à la collaboration d'exploitants agricoles, des groupes de 5 élèves suivent chacun une exploitation pendant toute leur formation.

Les élèves réalisent tous les enregistrements nécessaires et étudient les décisions de l'entreprise. L'objectif est d'arriver à un projet d'amélioration, étudié en collaboration avec l'exploitant.

La progression pédagogique s'appuie d'abord beaucoup sur le budget partiel avant d'aborder des outils de gestion plus complexes (pour l'étude des investissements, des marges...) et la comptabilité. Les contrôles de connaissance portent aussi sur des études de cas, souvent réels par exemple à partir d'une visite. Le stage en exploitation est l'occasion pour chaque élève de mettre individuellement en pratique l'enseignement.

- Le stage en exploitation est l'occasion pour chaque élève de mettre individuellement en pratique l'enseignement.

Mais ce genre de formation nécessite des moyens particuliers, surtout de la part de l'enseignant qui a un rôle plus difficile mais combien plus intéressant : il a plus un rôle d'animateur que de conférencier ; il doit travailler en liaison étroite avec ses collègues (phyto-technie, zoo-technie...) ; il doit connaître des exploitants prêts à collaborer à la formation (soit pour les études de cas en petits groupes, soit pour les stages) ; il doit bien connaître l'environnement socio-économique de la région.

La discussion a montré l'intérêt de ce type d'enseignement, non encore généralisé, par rapport aux formules traditionnelles. Mais qu'en est-il de la proportion non négligeable d'élèves de cette option qui deviendront des salariés ? Cette formation par la décision ne développe-t-elle pas plutôt l'individualisme dans une optique « chef d'entreprise » ?...

### 4. La formation économique des ouvriers agricoles d'exploitation. Exposé et document photocopié (6 p.) de F. BOURQUELOT de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales).

Depuis 1961, s'est créée dans la plupart des départements, une ASAVPA (Association des Salariés de l'Agriculture pour la Vulgarisation du Progrès Agricole) dirigée par les salariés agricoles. Mais la formation aux salariés est aussi, depuis 1972, dispensée par le

biais des Commissions Paritaires de la Formation Continue (dans 60 départements) sous l'égide du Fonds d'Assurance Formation des Salariés d'Exploitations. En plus, pour les entreprises agricoles de plus de 10 salariés, la formation peut être le fait d'organismes privés patronaux, les ASFO, en particulier l'ANIFORM pour les salariés pépiniéristes et horticulteurs.

Mais il faut souligner que même pour les ASAVPA le financement des actions dépend d'organismes, tels les SUAD des Chambres d'Agriculture, où les salariés sont très minoritaires. Et on constate que :

- la formation continue touche environ 2 % des salariés d'exploitation
- cette formation privilégie beaucoup la formation professionnelle technique
- les syndicats ouvriers ont parfois été méfiants à l'égard de la formation continue qui pourrait être un frein à l'émergence de militants syndicaux.

Cependant la formation économique a été une préoccupation constante parce qu'elle prévoyait des rapports patrons-ouvriers plus ouverts et plus égalitaires, par exemple pour la mise en œuvre de conventions collectives.

Dans les faits, la formation économique effectivement dispensée a été limitée et a beaucoup varié suivant les animateurs : « de visites d'exploitation et de présentation de données de gestion comptable, à l'analyse de la crise, pour réfléchir sur la place des ouvriers agricoles dans cette évolution... ».

Dans le Centre l'Animateur de l'ADASEA explique aux salariés combien ils coûtent à leurs employeurs. Dans le Sud-Ouest, une formation économique était réservée aux salariés-cadres. Et plusieurs animateurs qui facilitaient une prise de conscience ouvrière ont perdu leur emploi, l'opposition patronale violente étant toujours relayée par les cadres membres du Conseil d'Administration des ASAVPA concernées.

Actuellement, une contradiction grave a une grande importance : le patronat affirme qu'il faut développer une formation très technique des salariés pour une agriculture modernisée qui aura toujours besoins de salariés qualifiés, alors que dans la réalité les licenciements, y compris de spécialistes, se multiplient, ainsi que le remplacement d'ouvriers qualifiés par des manœuvres dirigés par un chef d'équipe, et le refus de tenir compte des améliorations de qualification...

Où faire, et qui peut faire, la formation économique qui permettrait aux salariés agricoles de comprendre leur place réelle dans le système de production (à propos de l'emploi et de la politique des salaires...)?

5. Analyse de la situation des formateurs en milieu agricole – Exposé et note de A. BOUILLET de l'IGER (la note est intitulée « Forme, Former, For-

mation, Formateurs : Analyse, nécessité, urgence ». IGER, nov. 1979, photocopié, 9 p.

En 1977, après 5 ans de fonctionnement, le FAFEA (Fonds d'Assurance Formation des Exploitants Agricoles) a demandé une étude d'évaluation des actions de la formation continue auprès des agriculteurs (2). Ceci supposait l'analyse des rapports entre les trois types d'acteurs concernés : les institutions de formation, les agriculteurs (les formés) et les formateurs. En ce qui concerne ces derniers, des entretiens-interviews collectifs furent organisés avec des groupes de 5 à 8 formateurs FAFEA dans sept départements.

Le résultat est l'expression massive d'une décision importante des formateurs : « constante présence d'un écart entre l'image qu'ils se font de ce que devrait être leur activité professionnelle, et l'image réelle... ».

Ces formateurs sont en général des techniciens qui ont d'abord fait des interventions techniques limitées, puis à qui on a demandé l'année suivante d'animer l'ensemble du stage : « la formation ce n'est pas notre travail : ce n'est pas à nous de le faire. On n'a pas été préparé à ça ». Et de toute façon on n'a pas le temps parce qu'il y a toujours quelque chose de plus important à faire... qu'on travaille toujours dans la précipitation ».

Les formateurs se sentent démunis : ils n'ont les moyens ni d'analyser la situation ni de fonctionner autrement. Ils ne savent pas comment faire passer les programmes d'où des conflits avec les agriculteurs stagiaires.

Se sentant à bout, les formateurs adoptent des attitudes défensives là où il faudrait des attitudes d'ouverture et d'écoute. Finalement les tensions produites se déchargent soit dans des conflits violents mais sans proposition de solutions, soit par des congés de maladie (intériorisation psychosomatique).

Cette situation s'explique par des carences au niveau des organisations employant des formateurs : insuffisance des méthodes de formation (d'où le manque de temps), méconnaissance des méthodes de formation des adultes, absence de réflexion pédagogique, absence d'objectifs de formation et de priorités de formation.

Cependant, il est proposé de donner l'occasion aux formateurs de réfléchir sur leur pratique pour analyser leurs problèmes et décharger les tensions qui entravent la gestion. Ceci se ferait au sein de petits groupes, groupes de discussion portant sur des cas apportés par les participants (on appelle de tels groupes, groupes de contrôle ou groupes Balint du nom de leur inventeur).

6. Questions épistémologiques sur l'économie : paradoxe, cellule de production familiale, encadrement et production de force de travail. « Métis et intelligence de l'action dans la cellule de production

familiale non salariée agricole» – Note de M<sup>me</sup> SALMONA de l'Université de Paris X, ronéo, 21 p.

A. Les petites agriculteurs, et encore plus les femmes, sont soumis à l'effet de « double contrainte », de « demande paradoxale », mise en évidence par l'école de Palo Alto, USA (cf. P. WATLAWICH. – Une logique de la communication. Paris, Le Seuil, 1972). En effet, dans le contexte de la petite exploitation agricole se trouvent réunies les conditions de ce système relationnel paradoxal :

– l'agriculteur a des relations intenses de dépendance par rapport aux organismes d'encadrement agricole ; pour la femme, en plus, dépendance très forte par rapport à son mari.

– Ils sont soumis à deux injonctions contraires sans avoir la possibilité de prendre conscience de cette contradiction. Les organismes agricoles poussent à investir pour vivre mieux ; mais en fait le ménage de petits agriculteurs doit travailler encore plus. Et une femme dit : « nous ne sommes jamais à notre place quoique nous fassions. ».

Pour trouver un sens à ces situations absurdes, les travailleurs agricoles sont contraints aux réponses suivantes : fuir dans l'imaginaire de la rationalité scientifique, utilisée comme mythe rassemblant et non pas comme démarche de réflexion ; ou encore se conformer à toutes les injonctions, la recherche du sens se situant dans la multiplication du travail fourni, notamment chez les femmes (« dynamisme » et « hyperactivité ») ; ou à l'inverse, adopter des condui-

tes de retrait, d'abandon, la fuite dans la passivité, la maladie, la dépression voire le suicide.

B. La pensée rationnelle n'est qu'une modalité particulière de la relation de l'homme avec le monde (cf. C. CASTORIADIS. – L'institution imaginaire de la société. Paris, Le Seuil, 1975, p. 21 et suiv.). Au contraire, l'intelligence de l'action éco-socio-technique, qui est celle de la vie quotidienne, celle de l'agriculteur, de l'éleveur, celle du médecin, a d'autres dimensions :

– ne pas être toujours maître de la situation, accepter de « composer avec » et même d'être passif, d'être objet et non acteur de certains phénomènes (au moins provisoirement) ;

– réunifier logique et sensibilité, imaginaire et réel, savoir appréhender la situation avec l'intuition et avec tous les sens,

– accepter d'avoir à répéter et donc accepter le raté partiel, l'inachevé et d'avoir à faire des variations (on retrouve le rôle de l'imaginaire).

Bien qu'elle s'articule toujours avec la démarche rationnelle, cette forme d'intelligence se rapproche plus de la « métis » que de la logique. En effet telle qu'elle est décrite par VERNANT et DESTIENNE (La Métis des Grecs, les ruses de l'intelligence. Flammarion) cette métis, c'est l'intelligence rusée, courte et souple, celle qui se confronte aux situations inédites, ambiguës, imprévisibles. Mais comment enseigner, perfectionner cette intelligence ?

### Conclusions ou questions se dégageant des échanges du groupe de travail

a – Les formateurs sont très souvent moroses ou même plus (désarroi, dépression...). Ils se sentent coincés. Il y a des licenciements.

b – Les objectifs de la formation sont rarement clairs (par exemple quels chefs d'exploitation veut-on former ?...).

c – La formation « économique » ne tend-t-elle pas souvent à plutôt former des (pseudo) chefs d'entreprise qu'à contribuer à développer les capacités d'autonomie et d'action collective des agriculteurs au sein de leur environnement économique et social ?

d – Les stagiaires veulent être plus actifs dans leur formation. On constate qu'il n'y a pas de conflits entre formateurs et formés si les formateurs jouent un rôle d'animateur plutôt que d'enseignant. De plus une telle

attitude contribue à donner le goût de la formation, l'envie d'en savoir plus.

e – Les programmes et les examens actuels sont souvent critiqués (cf. alinéas c et d) : en particulier ils tendent à former des chefs d'entreprise isolés et n'encouragent pas la participation des « formés » à leur formation.

f – La formation permanente en économie des ouvriers d'exploitation agricole est à peu près inexistante.

g – Il semble que les chercheurs soient timides dans leurs publications par rapport à des problèmes posés par le système dominant (situation des salariés agricoles, crise des formateurs...).

### NOTES

(\*) Animateur Médard LEBOT, rapporteur Jean VINCENT, aidé de Marc ANDRIOT et J. GABORIAU. Le rapporteur n'a pu discuter le texte qui suit avec ces trois personnes et est donc seul responsable.

(1) Jusqu'en juillet 1979.

(2) Les agriculteurs et leur formation permanente FAFEA, 1979, 144 p.

A propos d'entretiens avec des agriculteurs ayant suivi des sessions de formation de courte durée ». IGER, 1978, 48 p.

A. BOUILLET. – Être formateur dans des institutions en 1978 : le temps du désarroi. IGER, 1978, 108 p. (document non diffusé).